

**Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse**

Bar-le-Duc, le 16 novembre 2023

Division de Bar-le-Duc

14 rue Antoine Durenne

Parc Bradfer - CS 70542

55 013 Bar-le-Duc Cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19 septembre 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY**

BP 1

55 100 Dugny-sur-Meuse

Références : DT/446-2023

Code AIOT : 0006205742

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 septembre 2023 dans l'établissement CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY implanté : BP1 – 55 100 Dugny-sur-Meuse. L'inspection a été annoncée le 6 juillet 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du Programment Pluriannuel de Contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées au titre de l'année 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY
- BP1 – 55 100 Dugny-sur-Meuse
- Code AIOT : 0006205742
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société des CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY exploite une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de Dugny-sur-Meuse. Les matériaux extraits sur le site servent à alimenter les fours à chaux situés à proximité immédiate de cette dernière.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Mesures Eviter-Réduire-Compenser (ERC)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Mesures d'accompagnement /aménagement	Arrêté Préfectoral du 19 mai 2022, article 2.1.2.1	/	Lettre de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures d'évitement	Arrêté Préfectoral du 19 mai 2022, article 2.1.2.1	/	Sans objet
2	Mesures d'évitement complémentaires	Arrêté Préfectoral du 19 mai 2022, article 2.1.2.1	/	Sans objet
3	Mesures de réduction	Arrêté Préfectoral du 19 mai 2022, article 2.1.2.1	/	Sans objet
4	Mesures de réduction complémentaires	Arrêté Préfectoral du 19 mai 2023, article 2.1.2.1	/	Sans objet
6	Dispositif de suivi	Arrêté Préfectoral du 19 mai 2022, article 2.1.2.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certaines mesures ERC ne sont pas en place sur le terrain, notamment pour les zones qui n'ont pas encore été mises en exploitation et pour lesquelles l'exploitant est en attente du rapport lié au diagnostic archéologique réalisé sur le site en juillet de cette année.

S'agissant des mesures en place, la gestion de ces dernières est effectuée de façon satisfaisante par l'exploitant.

Toutefois, des manquements sont identifiés concernant les modalités de mise en défens de l'intégralité des habitats conservés, des éléments de réponse à ce sujet sont demandés à l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mesures d'évitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19 mai 2022, article 2.1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Impacts milieu naturel et biodiversité
<b>Prescriptions contrôlées :</b> [...] <p>2. L'ensemble de l'habitat forestier et une section prairiale (5,9 ha au total), situés à l'ouest au sein de l'emprise du site, sont préservés (E2).</p> <p>3. Les zones de lisières et la zone de friche (8 500 m<sup>2</sup> au total), situées à l'ouest au sein de l'emprise du site, qui abritent un arbre gîte à chiroptères et deux stations de Succise des prés (plante d'intérêt patrimonial), sont préservées (E3).</p> <p>4. Les fourrés (1,2 ha) s'étendant le long de la limite nord-ouest au sein de l'emprise du site, sont préservés (E4).</p> <p>...</p> <p>7. Le bosquet (9 750 m<sup>2</sup>) situé à la pointe nord au sein de l'emprise du site, est maintenu (E7).</p> <p>8. Le bassin de pompage central et la zone réaménagée en périphérie sud de celui-ci (6,13 ha au total), sont conservés (E8).</p> <p>9. La zone arbustive semi-ouverte (6 ha) située à l'ouest dans la continuité de la mesure E2, est préservée (E9).</p>
<b>Constats :</b> Seules les mesures d'évitement positionnées au centre, à l'ouest et au nord de la carrière ont été vérifiées au regard de la surface très importante du site (+ de 100 ha). Lors de la visite, il a été constaté que les mesures n° 2, 3, 4, 7, 8 et 9 étaient en place, mais il a toutefois été

demandé à l'exploitant d'apporter des éléments permettant de justifier de la pérennité de ces mesures, notamment celles positionnées sur ou à proximité de parcelles agricoles. En réponse, l'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées postérieurement à la visite, un modèle de convention précaire signée avec l'exploitant agricole pour la parcelle associée à la mesure d'évitement n° 4.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Mesures d'évitement complémentaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19 mai 2022, article 2.1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Impacts milieu naturel et biodiversité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures d'évitement complémentaires suivantes sont mises en place : - réduction du périmètre d'exploitation au nord-ouest (E1p) et au sud-ouest (E2p), - conservation des boisements, des haies et des merlons existants, en limite du périmètre (E3p).
<b>Constats :</b> La mise en place des mesures d'évitement complémentaires a été constatée à la fois sur plan et sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Mesures de réduction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19 mai 2022, article 2.1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Impacts milieu naturel et biodiversité
<b>Prescriptions contrôlées :</b> 5. Des mesures spécifiques d'exploitation sont mises en place pour limiter l'attractivité de certaines sections du front favorables à l'hirondelle de rivage. En parallèle, l'exploitant veille à la formation de son personnel pour la reconnaissance de l'Hirondelle de rivage et du Guêpier d'Europe, de leurs nids, et des mesures à mettre en place pour leur préservation (R5). 7. Les opérations amenant à la destruction des milieux aquatiques ne concernent que les habitats temporaires liés aux phases d'exploitation : mare 1, mare 2, dépressions sud, mare 4. Les bassins permanents situés en fond de fosse (nord-ouest et ouest) sont déplacés en fonction de la progression de l'exploitation, en veillant au maintien d'une lame d'eau permanente et en toute saison. En cas de pompage ou drainage des eaux pour permettre l'extraction des matériaux, un espace de 1 ha au minimum est aménagé et sécurisé, afin de maintenir l'habitat aquatique (R7). 12. Trois cavités dédiées au Grand-Duc d'Europe sont aménagées au niveau des anciens fronts de taille situés les plus au nord de la carrière, au minimum à 10 m de hauteur. Ces cavités, qui sont réalisées dès le début de la phase 1 d'exploitation, sont creusées sur environ 50 à 100 cm de profondeur et de hauteur, et tapissées d'une couche de terre végétale de 5 cm d'épaisseur. Après leur mise en place, un périmètre de tranquillité est assuré par l'exploitant pendant la période la plus sensible pour l'espèce, soit de février à mai (R12). Pendant cette période : - la circulation de personnes à pied sur la piste menant au sommet des fronts (limite nord du site) et au pied du front réaménagé est proscrite. Une distance d'au moins 100 m depuis ces fronts est respectée, - la circulation des véhicules est ponctuelle et non liée à la rotation des engins transportant les matériaux.
<b>Constats :</b> 5. Bien que la typologie des matériaux qui constituent les fronts ne nécessite pas la mise en place de mesures spécifiques d'exploitation, l'exploitant a mandaté le bureau d'études ENCEM pour la réalisation d'une formation espèces. 7. Les habitats temporaires mare 1 et mare 2 sont à ce stade de l'exploitation situés sous le terril. La mare 1bis située en fond de fosse reste permanente et n'est pas déplacée. 12. L'exploitant a signé une convention avec l'association LOANA pour la réalisation et la vérification de la conformité des aménagements et le suivi du Grand-Duc d'Europe. Malgré l'absence de nidification de l'espèce sur le site en 2022 (constat LOANA), l'exploitant : - a mis en place des aménagements spécifiques (blocs) au niveau de l'accès à la piste supérieure, pour garantir l'absence de circulation de véhicules, - a interdit la circulation des piétons (sauf dérogation) sur la zone en exploitation de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Mesures de réduction complémentaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19 mai 2023, article 2.1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Impacts milieu naturel et biodiversité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures de réduction complémentaires suivantes sont mises en place pour atténuer l'impact paysager du site sur son environnement : 1. mise en place de filtres visuels (bandes boisées/haies arbustives/haies mixtes) : - en limite sud-est, dans la bande des 10 m et en surélévation (R1p), - en limite nord, dans la bande des 10 m le long du chemin dit "des Huit Chevaux", ainsi que dans l'angle nord-ouest (R2p), - en bordure de la voie communale n° 2 (R3p).
<b>Constats :</b> Les secteurs concernés par la mise en place des mesures de réduction complémentaires n'ont pas encore été décapés, car l'exploitant est en attente des résultats du diagnostic archéologique qui a été réalisé à la fin du mois de juillet de cette année. Ces secteurs n'étant pas encore en exploitation, l'impact paysager des zones concernées est pour l'instant négligeable. Dès que les résultats seront connus et si ces derniers sont favorables, l'exploitant procédera au décapage et à la mise en merlons de la terre végétale sur la bande des 10 m, puis à la mise en place des filtres visuels prévus (bandes boisées/haies arbustives/haies mixtes) sur ou à proximité desdits merlons.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Mesures d'accompagnement/aménagements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19 mai 2022, article 2.1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Impacts milieu naturel et biodiversité
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les habitats conservés sont mis en défens par la pose de piquets de bois et de rubalise pour assurer leur matérialisation. Cette protection peut être renforcée et/ou remplacée par la mise en place d'un merlon dissuasif tout au long du périmètre évité.
<b>Constats :</b> Certains secteurs évités disposent d'une protection (ex : merlon pour E9), toutefois ces protections restent anecdotiques au regard des nombreux secteurs à maintenir. <b>Des éléments sont par conséquent attendus de la part de l'exploitant en ce qui concerne les modalités de mise en défens de l'intégralité des habitats conservés.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Dispositif de suivi

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19 mai 2022, article 2.1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositif de suivi
<b>Prescription contrôlée :</b> Un suivi écologique est mis en place par l'exploitant. Il est réalisé par un expert écologue et comporte notamment les actions suivantes : - vérification de la mise en œuvre et de l'efficacité des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement/aménagements prévues, - suivi de l'ensemble des espèces protégées recensées dans l'emprise de la carrière (faune et flore), - réalisation d'un suivi annuel spécifique pour le Grand-Duc d'Europe. Ce suivi est engagé avant la destruction du nid existant, - réalisation d'un suivi spécifique pour l'Hirondelle de rivage, - ajustements des mesures, en cas de besoin et sur la base d'éléments justificatifs. Le suivi est effectué annuellement pendant 3 ans sur la première période d'exploitation, soit T0+1, T0+2, T0+3, ...

**Constats :**

Un suivi écologique a été mis en place avec le bureau d'études ENCEM sur la base d'une convention ; ce dernier comporte l'intégralité des actions prévues par l'article 2.1.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Des investigations de terrain ont été réalisées en ce sens en avril et en juin 2023, qui correspond à la première année d'exploitation suite à la notification de l'arrêté préfectoral en date du 19 mai 2022. Le rapport de l'ENCEM était toujours en cours de rédaction au moment de la visite.

En ce qui concerne les suivis spécifiques, l'association LOANA a en charge le Grand-Duc d'Europe, tandis que l'ENCEM réalise celui de l'Hirondelle de rivage.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet